



Conseil économique et social

Distr. limitée
15 mai 2020
Français
Original : anglais
Anglais, espagnol et français
seulement

Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Conseil d'administration

Session annuelle de 2020

29 juin-2 juillet 2020

Point 7 a) de l'ordre du jour provisoire*

Descriptif de programme de pays

Afrique du Sud

Résumé

Le présent descriptif de programme de pays pour l'Afrique du Sud est soumis au Conseil d'administration pour examen et adoption selon la procédure d'approbation tacite lors de la présente session. Le descriptif de programme de pays inclut une proposition de budget indicatif global pour la période allant de juillet 2020 à juin 2025, soit un montant de 6 865 000 dollars à imputer sur les ressources ordinaires, dans la limite des fonds disponibles, et un montant de 41 430 000 dollars à prélever sur les autres ressources, sous réserve du versement des contributions à des fins spéciales.

* E/ICEF/2020/6.

Note : La version française du présent document a été établie dans son intégralité par l'UNICEF.



Fondements du programme

1. Le programme de coopération entre le Gouvernement de l'Afrique du Sud et l'UNICEF pour la période de juillet 2020 à juin 2025 s'appuie sur les réalisations du précédent programme de pays. Il soutient les efforts nationaux déployés en vue d'atteindre les objectifs de développement durable et les priorités du Plan national de développement 2030.
2. La population sud-africaine est en grande partie composée de jeunes, un groupe qui ne cesse de croître. Sur ses 57,7 millions d'habitants, 19,7 millions ont moins de 18 ans et 5,8 millions sont des enfants de moins de 5 ans. Les adolescents âgés de 10 à 19 ans et la tranche d'âge des 14-35 ans, définie comme celle des jeunes dans le pays, représentent respectivement 18,5 et 36 % de la population totale. Contrairement au reste du continent, les possibilités qui s'offrent à l'Afrique du Sud pour tirer le maximum de profit d'une population jeune devraient se tarir d'ici à 2029, d'où l'urgence de centrer les investissements sur les enfants et les adolescents.
3. Depuis la fin de l'apartheid, le Gouvernement a réalisé des progrès considérables dans la promotion des droits et du bien-être des enfants et des femmes. On observe une scolarisation quasiment universelle dans le primaire, et une parité des genres dans les établissements primaires et secondaires. Entre 2000 et 2017, le taux de mortalité chez les moins de 5 ans a fortement diminué, passant de 85,2 à 37 pour 1 000 naissances vivantes. Les nouveaux cas d'infection à VIH ont chuté de près de 44 % entre 2012 et 2017. La part de la population ayant accès à un logement, à des sources d'approvisionnement en eau et à des installations sanitaires améliorés a augmenté régulièrement entre 1994 et 2015. Essentiellement progressiste et fondée sur la redistribution, la politique budgétaire a permis de réduire la pauvreté et l'inégalité. Parmi les ménages démunis, 44 % bénéficient de transferts de fonds. La subvention versée au profit des enfants touche entre 13 et 19 millions d'entre eux, et apporte une aide sociale de base à leurs parents ou aux personnes qui en ont la charge.
4. Néanmoins, l'Afrique du Sud fait toujours face au triple problème de la pauvreté, de l'inégalité et du chômage. Si ce pays à revenu intermédiaire affichait un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 6 374 dollars en 2018¹, le PIB réel par habitant a reculé au cours des dix dernières années. L'économie a enregistré des taux de croissance bien inférieurs aux 5 % prévus dans le Plan national de développement 2030. Bien que le Gouvernement ait affecté 42 % des dépenses totales aux services sociaux², 67 % des enfants, la plupart issus de ménages dirigés par une femme, vivent en dessous du seuil de pauvreté³. De plus, l'Afrique du Sud est l'un des pays d'Afrique subsaharienne les plus durement touchés par la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Bien que le Gouvernement ait rapidement pris des mesures pour éviter la propagation du virus, la pauvreté touchant les enfants risque de s'accroître alors que les perspectives de croissance économique s'assombrissent.
5. Le statut national de pays à revenu intermédiaire masque une profonde inégalité de revenus et d'accès aux possibilités d'emploi. Avec un coefficient de Gini de 0,7, l'Afrique du Sud est l'une des sociétés les plus inégalitaires au monde. Des inégalités diffuses se manifestent dans tous les secteurs, touchant de manière disproportionnée les quintiles de richesse les plus pauvres, les groupes ethniques défavorisés, les femmes et certaines zones géographiques. L'extrême pauvreté est largement

¹ Données 2018 de la Banque mondiale.

² Synthèse budgétaire nationale 2018 de l'UNICEF Afrique du Sud.

³ Statistics South Africa (Institut national de la statistique), 2017, *Poverty trends in South Africa: an examination of absolute poverty between 2006 and 2015*, Pretoria, Services d'impression du Gouvernement.

répandue. Les 10 % de la population les plus démunis reçoivent moins de 0,6 % du revenu total du pays, tandis que plus de la moitié de celui-ci revient aux 10 % les plus riches⁴. Les enfants issus des ménages les plus pauvres ont trois fois plus de risques de présenter un retard de croissance que ceux des ménages les plus riches. Parmi les élèves âgés de 16 à 19 ans ayant quitté le système scolaire, 80 % sont noirs, 17 % sont métis et 2 % seulement sont blancs⁵. La fréquentation des centres de développement de la petite enfance a été supérieure à la moyenne nationale dans les provinces du Gauteng et du Cap-Occidental, dotées de ressources suffisantes, et sensiblement inférieure dans les provinces relativement défavorisées du Cap-Nord et du Nord-Ouest.

6. Les inégalités de genre restent l'un des principaux obstacles à la réduction de la pauvreté, de la violence liée au genre et des pratiques sociales néfastes. Plus d'un tiers des nouvelles infections à VIH touchent la tranche d'âge des 15 à 24 ans, au sein de laquelle les adolescentes et les jeunes femmes restent les premières victimes de l'épidémie, avec des taux de contamination quatre fois supérieurs à ceux enregistrés chez les jeunes hommes. Si les filles sont plus nombreuses que les garçons à passer l'examen de mathématiques et de sciences physiques qui clôt le cycle secondaire, ces derniers les devancent dans les deux matières. Seules 28,5 % des étudiantes obtiennent des diplômes dans des filières liées aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques (STIM), qui sont de plus en plus recherchées sur le marché de l'emploi et offrent davantage de débouchés que d'autres secteurs.

7. L'inégalité s'installe dès le plus jeune âge et emprisonne les enfants défavorisés dans un échec complexe de privations qui s'accumulent tout au long de l'enfance et de l'adolescence. Rien qu'en 2017, on estimait que 43 000 enfants âgés de moins de cinq ans, parmi lesquels 13 000 nouveau-nés, étaient morts en Afrique du Sud des suites de maladies évitables. Le taux de mortalité néonatale stagne⁶. Seuls 66 % des enfants de moins de 1 an reçoivent l'intégralité des vaccins de base⁷. L'Afrique du Sud fait face au double problème de la sous-nutrition et de la surnutrition : 27 % des enfants de moins de 5 ans présentent un retard de croissance, tandis que 13 % souffrent d'obésité⁸. En 2018, on a enregistré plus de 13 000 nouveaux cas d'infection à VIH chez les moins de 15 ans.

8. Si le pays a réalisé des progrès significatifs – jusqu'à 95 % des enfants en première année du cycle primaire ont bénéficié d'une expérience préscolaire – des difficultés demeurent au niveau des résultats scolaires. En effet, les acquis d'apprentissage sont extrêmement faibles au regard du niveau de développement du pays et de ses investissements dans le secteur de l'éducation (6,3 % du PIB). On constate d'importantes lacunes dans les activités associées aux apprentissages préscolaires proposées par les parents à leurs enfants de moins de 5 ans, et qui constituent les indicateurs critiques du développement des compétences émergentes en lecture, écriture et calcul.

9. Les élèves qui obtiennent des résultats médiocres et quittent le système scolaire sont représentés de manière disproportionnée dans les trois quintiles les plus pauvres. En 2015, seuls 6 % des élèves en 3^e année du cycle primaire atteignaient un niveau

⁴ Children's Institute, Université du Cap, 2015, South African Child Gauge 2015.

⁵ Van der Berg, S., Burger, C., Burger, R., De Vos, M., Du Rand, G., Gustafsson, M., *et al.* « Low-quality education as a poverty trap ». Stellenbosch Economic Working Papers : 25/11.

⁶ Groupe interorganisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité juvénile, 2018.

⁷ Estimation 2018, Organisation mondiale de la Santé/UNICEF.

⁸ Enquête démographique et de santé 2016.

suffisant en mathématiques⁹ et en 2016, 78 % des élèves de 4^e année ne parvenaient pas à comprendre un texte rédigé dans l'une des 11 langues officielles du pays¹⁰. La faiblesse des résultats d'apprentissage est le premier facteur de redoublement (15 % dans l'enseignement secondaire) et de déscolarisation chez les adolescents, dont près de la moitié quitte le système scolaire entre la première et la dernière année de lycée¹¹.

10. Les adolescents et les jeunes font face à de multiples difficultés, notamment à l'augmentation de l'insécurité, de la pauvreté et de la violence. Le chômage est particulièrement élevé chez les jeunes : il concerne la moitié d'entre eux et un jeune sur trois est non scolarisé et sans emploi ni formation. Malgré une concentration des efforts, depuis près de vingt ans, sur les droits des adolescents et des jeunes en matière de santé, des lacunes persistent. Si les jeunes Sud-Africains ont la possibilité d'exprimer leurs souhaits et d'apporter leur contribution aux questions politiques les concernant directement, leur participation n'est pas systématique.

11. La violence à l'égard des enfants, notamment celle liée au genre, est largement répandue, et le Gouvernement est conscient de la nécessité de remédier de toute urgence à ces « crises nationales »¹². Parmi les enfants, 99 % ont subi une certaine forme de violence ou en ont été témoins, et plus de 40 % se sont trouvés confrontés, à de multiples reprises, à la violence au sein de leur foyer, de leur école ou de leur communauté¹³. Plus de la moitié des enfants sont victimes de violences, notamment d'abus et de harcèlement sexuels, en milieu scolaire. Du fait d'une exposition croissante au monde virtuel, près de 21 % des jeunes subissent des violences ou des intimidations en ligne¹⁴. Les enfants maltraités apprenant à tolérer et à pratiquer la violence, on observe également une multiplication des comportements violents qu'ils adoptent eux-mêmes.

12. Si l'Afrique du Sud n'a pas été touchée par des situations d'urgence à grande échelle, les phénomènes liés au changement climatique apparaissent désormais comme des risques programmatiques majeurs. Les effets résiduels d'El Niño et les sécheresses localisées, par exemple, représentent un risque pour certaines zones du pays. L'Afrique du Sud est l'une des principales destinations de l'immigration. Elle enregistre le nombre de migrants le plus élevé d'Afrique, et se classe au quinzième rang mondial en nombre absolu de migrants, estimés à plus de quatre millions, dont près de 600 000 enfants, en 2017¹⁵. Les enfants en déplacement sont exposés à la violence, à l'exploitation et à l'exclusion des services de base. Outre l'immigration internationale, le manque de perspectives et de services appropriés génère des migrations interprovinciales, qui à leur tour influent sur la cohésion sociale. Enfin, les répercussions de la pandémie de COVID-19 font peser de nouvelles menaces sur le système de santé sud-africain et les capacités du pays à préserver les moyens de subsistance.

⁹ Spaull, N. et Kotze, J., 2015, « Starting behind and staying behind in South Africa: The case of insurmountable learning deficits in mathematics. *International Journal of Educational Development* », 41 (mars) : 12–24.

¹⁰ Mullis, I. V. S., Martin, M. O., Foy, P. et Hooper, M., 2017, « PIRLS 2016 International Results in Reading ». Extrait de Boston College, TIMSS & PIRLS International Study Center.

¹¹ Van der Berg, S., Burger, C., Burger, R., De Vos, M., Du Rand, G., Gustafsson, M., *et al.* « Low-quality education as a poverty trap ». Stellenbosch Economic Working Papers : 25/11.

¹² Voir : www.iol.co.za/news/politics/gender-based-violence-and-xenophobia-read-cyril-ramaphosas-full-speech-32032617 (page consultée le 3 avril 2020).

¹³ Étude « Birth to Twenty plus », 2018.

¹⁴ « Education Data Brief-Global Prevalence of School-Related Gender-Based Violence », 2018.

¹⁵ Dans son « International Migration Wallchart » (rapport sur les migrations internationales) de 2015, la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies estimait que 16,1 % des migrants internationaux en Afrique du Sud étaient âgés de 0 à 19 ans.

13. Le pays possède un environnement politique et législatif favorable pour aborder les principaux problèmes touchant les enfants. Aussi le Gouvernement s'est-il résolument engagé en faveur de leurs droits et de leur bien-être, comme le montrent les importants investissements réalisés dans le développement des services sociaux dédiés à l'enfance et l'inscription de ces problèmes au cœur des priorités présidentielles. Cependant, on constate la persistance de certaines lacunes en matière de mise en œuvre, qui entravent l'application de solutions modulables pour répondre aux besoins des enfants les plus défavorisés. Elles sont dues à la faiblesse des systèmes de prestation de services, aux contraintes en matière de capacités, à l'inadéquation des systèmes de gestion de la redevabilité et de la performance, aux limitations de la coordination multisectorielle et à l'utilisation inefficace et inefficace des ressources.

14. Les enseignements tirés du précédent programme de pays, ainsi que les avantages et les réalisations propres à l'Afrique du Sud facilitent les efforts déployés pour remédier à ces contraintes chroniques. Le renforcement des systèmes visant à combler les lacunes est en cours ; des modèles de mise en œuvre ont été expérimentés avec succès et déployés par le Gouvernement ; les actions de plaidoyer menées auprès d'un large éventail de partenaires contribuent à optimiser le rendement des investissements publics en faveur des enfants ; enfin, les innovations et les solutions axées sur la technologie permettent au Gouvernement d'atteindre les groupes les plus défavorisés.

Priorités du programme et partenariats

15. S'inscrivant dans le champ d'application du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF), le programme de pays proposé contribue à la réalisation des priorités nationales relatives aux objectifs de développement durable, telles que définies dans le Plan national de développement 2030. Le programme prévoit que d'ici à 2025, les filles et les garçons d'Afrique du Sud, en particulier les plus vulnérables, bénéficieront davantage de services multisectoriels de qualité fournis par l'État et la société civile, et adopteront des comportements positifs essentiels pour réaliser leur plein potentiel dans leur vie scolaire, professionnelle et personnelle. Ces avancées devraient finalement se traduire par une réduction équitable des principales privations subies par les enfants. Conformément à son Plan stratégique pour 2018-2021 et à son Plan d'action pour l'égalité des sexes, l'UNICEF orientera ses actions sur : a) la santé et le bien-être des enfants ; b) l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire ; c) le développement et la participation des adolescents ; d) la protection de l'enfance ; et e) les politiques sociales et les droits de l'enfant.

16. Visant ces cinq domaines de réalisation, le programme de pays adopte les stratégies clés suivantes :

a) Le renforcement des systèmes en vue d'améliorer la mise en œuvre des politiques à grande échelle, en reliant différents systèmes et plateformes de services sociaux afin de fournir un dispositif d'aide plus équitable et mieux intégré aux enfants les plus vulnérables ;

b) Une mobilisation sociale et communautaire pour lutter contre les normes sociales néfastes et offrir aux enfants un environnement familial et communautaire bienveillant et enrichissant ;

c) Le plaidoyer et la mobilisation publique pour un engagement politique de haut niveau en faveur de la promotion de mesures axées sur l'enfance et adaptées aux besoins des enfants, ainsi que du renforcement de la redevabilité sociale ;

d) Des partenariats avec le Gouvernement, d'autres entités des Nations Unies, des fondations, des particuliers fortunés, des entreprises, la société civile et le monde universitaire pour susciter l'engagement et mettre à profit les ressources en faveur des enfants, grâce au pouvoir fédérateur de l'UNICEF ;

e) La collaboration avec d'autres entités des Nations Unies, afin de lutter contre les privations subies par les enfants de manière globale, cohérente et intégrée ;

f) L'innovation pour améliorer la portée et la redevabilité des programmes et pour renforcer la participation des enfants et des adolescents, par le biais des plateformes numériques et de la technologie ;

g) La production et la gestion de données probantes afin d'éclairer l'élaboration des politiques, l'affectation des ressources et l'exécution des programmes.

17. L'Afrique du Sud compte d'importantes fondations caritatives inspirées par ses dirigeants emblématiques, comme celles de Nelson Mandela, Desmond Tutu, Graça Machel et Cyril Ramaphosa. L'UNICEF renforcera et mettra à profit ses partenariats stratégiques avec ces fondations afin d'améliorer l'employabilité des jeunes. Elle collaborera également avec le secteur privé pour mobiliser et optimiser les soutiens financiers et techniques.

18. L'Afrique du Sud continue de partager les possibilités de coopération Sud-Sud avec les pays désireux d'échanger les enseignements tirés et les expériences vécues en matière de législation et de politiques orientées vers les enfants, et de solutions modulables pour remédier aux difficultés que rencontrent les enfants et les adolescents.

Santé et bien-être des enfants

19. Cette réalisation prévoit que les garçons et les filles, notamment les plus démunis, bénéficieront d'un ensemble intégré de services équitables et de qualité en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de prise en charge du VIH/sida et de nutrition. Elle s'inscrit en droite ligne du Plan national de développement 2030, de la Politique nationale de développement intégré de la petite enfance et du Plan national multisectoriel relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le programme sera axé sur le renforcement, au niveau national, des capacités de planification et de suivi fondés sur des données probantes ; sur l'amélioration des capacités de prestation de services à fort impact dans 14 districts prioritaires à forte charge de morbidité et dotés de faibles résultats ; sur l'augmentation de la demande par les familles et de la fourniture par les communautés de services relatifs à la santé et au bien-être des enfants.

20. L'UNICEF déploiera un ensemble de stratégies visant à : a) passer de programmes verticaux axés de manière incohérente sur les maladies et les interventions, à une approche reposant davantage sur le système de santé, tel que défini dans le dispositif national d'assurance maladie ; b) appuyer les progrès réalisés pour atteindre le « dernier kilomètre » en matière d'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant et de prévention des infections à VIH chez les adolescentes et les jeunes femmes les plus à risques ; et c) soutenir la mise en œuvre du Plan national multisectoriel relatif à la sécurité alimentaire et à la nutrition, afin de lutter contre le double fardeau du retard de croissance et de l'obésité chez les enfants, les adolescents et les jeunes femmes. En partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida

(ONUSIDA) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'UNICEF plaidera en faveur du maintien de la santé et de la nutrition des enfants parmi les priorités nationales et montrera de quelle manière les ressources peuvent être mieux utilisées.

21. Des passerelles seront créées entre différents systèmes et plateformes pour améliorer les résultats. L'UNICEF mettra à profit la portée des programmes d'apprentissage préscolaire et des écoles primaires, qui serviront de plateformes aux interventions relatives à la santé et à la nutrition. Des liens efficaces seront établis entre les systèmes communautaires et les services fournis dans les établissements, notamment les services de santé, d'apprentissage préscolaire et d'éducation, et les services de protection sociale et de l'enfance, en ayant recours aux innovations technologiques.

Enseignement préscolaire, primaire et secondaire

22. Cette réalisation prévoit que les filles et les garçons, en particulier les plus vulnérables, bénéficieront de services d'apprentissage et de développement inclusifs, de qualité et tenant compte de la dimension de genre, tant dans l'environnement familial que scolaire. Elle s'inscrit en droite ligne du Plan national de développement 2030, qui souligne le fait que l'éducation est un facteur déterminant du renforcement des capacités nationales. Le programme sera axé sur des politiques, des stratégies et des programmes d'apprentissage préscolaire de qualité ; sur une éducation de base inclusive, équitable et de qualité aux niveaux préprimaire, primaire et secondaire ; et sur l'apprentissage adapté des STIM et la promotion de la robotique, en prêtant une attention particulière aux filles.

23. En 2018, le pays a entrepris un changement politique radical en confiant le développement de la petite enfance, qui relevait jusqu'alors du Ministère du développement social, au Ministère de l'éducation de base. Le Gouvernement a demandé à l'UNICEF de fournir un appui technique et financier afin de garantir la réussite de cette importante réorientation fonctionnelle. Cette tâche ainsi que la professionnalisation du personnel chargé du développement de la petite enfance seront prioritaires, car leur rôle est essentiel dans la réussite de la mise en œuvre de la politique nationale relative au développement intégré de la petite enfance. À cette fin, de nombreux efforts seront déployés en vue de suivre l'application des programmes d'enseignement et le déploiement des technologies éducatives. L'UNICEF mettra l'accent sur le renforcement des systèmes, afin de développer la découverte de la lecture, du calcul et l'apprentissage par le jeu dès les premières années de scolarisation, ainsi que les cours de soutien aux niveaux primaire et secondaire. Le Fonds appuiera le programme du « baccalauréat de la deuxième chance » (« *second chance matric* »), mis en place par le Gouvernement à l'intention des filles qui étudient dans les établissements affichant les résultats les plus faibles. Ce programme est axé sur les compétences fondamentales, mais aussi transférables.

24. Le Fonds poursuivra ses actions visant à renforcer la coordination intersectorielle dans quatre domaines : a) l'appui au programme national intégré de santé scolaire, avec des interventions innovantes en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène pour tous dans les établissements, en tirant parti des liens intersectoriels ; b) le soutien de la coalition nationale en faveur de la lecture, par la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'amélioration de son apprentissage ; c) une approche multisectorielle dans la poursuite de l'initiative SAFE – *Sanitation Appropriate For Education* (des installations sanitaires appropriées pour l'éducation) – en appuyant directement le renforcement des capacités de la Fondation nationale pour la collaboration en faveur de l'éducation, et en mettant à profit le secteur privé ; et d) la mise en œuvre de la transition interministérielle du développement de la petite enfance.

Développement et participation des adolescents

25. Cette réalisation prévoit que les adolescents des deux sexes bénéficieront de programmes et de possibilités élargis, afin de vivre sainement, de mettre en pratique des compétences et des connaissances essentielles dans la vie courante, et de contribuer à façonner leur environnement. Elle fait écho à la Politique nationale pour la jeunesse 2015-2020, qui vise à créer un contexte permettant aux jeunes de réaliser leur plein potentiel. Le programme sera axé sur les adolescents, notamment sur : a) leur santé et leur bien-être ; b) leur apprentissage et leurs compétences ; c) leur sécurité et leur protection ; et d) leur engagement civique et leur participation. Cette réalisation s'appuie sur des interventions stratégiques menées dans le cadre d'autres objectifs de résultats, ainsi que sur des actions spécifiques ayant pour finalité de remédier aux problèmes particuliers rencontrés par les adolescents.

26. L'UNICEF donnera la priorité à un ensemble essentiel d'interventions, qui seront réalisées en collaboration avec le Gouvernement (Ministères de l'éducation, de la santé, du développement social et Présidence), l'ONUSIDA et l'UNFPA. Cet ensemble d'interventions comprendra notamment : le développement de réseaux d'échanges entre pairs destinés aux adolescentes et aux jeunes mères, pour la prévention et le traitement du VIH/sida ; une intensification des actions intersectorielles, tel que prévu dans le dispositif « soins et soutien pour l'enseignement et l'apprentissage » ; la mise en œuvre de politiques et de protocoles relatifs à l'abus de drogues et autres substances ; la production de données probantes relatives à la santé mentale des adolescents ; la mise en œuvre de l'initiative visant à encourager les filles à poursuivre une carrière dans les STIM (TechnoGirl) ; le renforcement du programme d'enseignement Life orientation (préparation à la vie) ; la généralisation de l'éducation physique et du développement par le sport, afin de doter les adolescents des compétences de la vie courante essentielles pour une transition réussie du milieu scolaire au monde du travail ; la mise en relation des jeunes avec l'avenir professionnel grâce à la technologie de la chaîne de blocs ; et des interventions visant à promouvoir la sécurité et une discipline positive en milieu scolaire.

27. L'UNICEF mobilisera de multiples secteurs et plateformes pour accroître l'engagement civique et la participation dans le cadre de Génération sans limites. Le Fonds aura notamment recours aux clubs rattachés aux établissements scolaires, à U-Report et aux jeunes bénévoles. En collaboration avec l'UNFPA, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le milieu universitaire et les organisations de la société civile, l'UNICEF fournira aux adolescents et aux jeunes une plateforme qui leur permettra de développer leurs propres solutions afin de remédier à des problèmes qu'ils auront eux-mêmes identifiés, à l'aide d'outils sociaux innovants.

Protection de l'enfance

28. Cette réalisation prévoit que les filles et les garçons, en particulier les plus marginalisés, bénéficieront de services multisectoriels de prévention et d'intervention, ainsi que d'une assistance sociale à domicile, dans les établissements scolaires et au sein des communautés. Elle est en concordance avec les résultats visés par le Plan d'action national en faveur des enfants et le Plan stratégique national pour l'élimination de la violence liée au genre, et avec le récent engagement présidentiel dans la lutte contre la violence liée au genre et la violence à l'égard des enfants. Le programme sera axé sur la mobilisation du Gouvernement, de la société civile et des communautés contre la violence, la maltraitance et les négligences à l'égard des enfants ; le renforcement des capacités du Gouvernement et de la société civile à fournir des services de prévention et d'intervention rapide en faveur de tous les enfants vulnérables ; l'amélioration des capacités du Gouvernement à fournir des

services de protection de l'enfance multisectoriels et intégrés ; et l'établissement de liens entre les transferts de fonds et le recensement et l'orientation précoces des enfants vulnérables.

29. L'Afrique du Sud étant un pays pionnier dans la lutte contre la violence à l'égard des enfants, l'UNICEF soutiendra les mouvements sociaux visant à éliminer les violences contre les femmes, les adolescents et les enfants, aux côtés du PNUD, de l'UNFPA et de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes). Elle mobilisera ses partenaires pour déployer des programmes de prévention et d'intervention rapide, qui prévoient des visites structurées à domicile chez les familles vulnérables par des assistants sociaux spécialisés dans la prise en charge des enfants et des jeunes ; et la création de parcs sécurisés pour que les enfants et les adolescents puissent apprendre et jouer dans un environnement sûr en dehors du temps scolaire. Des programmes d'éducation parentale ouverts aux hommes seront mis en place et viseront à promouvoir une vie familiale équilibrée et à sensibiliser aux soins adéquats à apporter aux enfants. En collaboration avec l'UNFPA et l'Agence des États-Unis pour le développement international, l'UNICEF renforcera le système de prise en charge, notamment des enfants migrants, en améliorant les capacités du personnel social dans ce domaine et par le biais de la numérisation. Afin de remédier aux erreurs d'exclusion dans les subventions accordées aux enfants, l'UNICEF travaillera avec le Gouvernement pour faire en sorte que tous les nouveau-nés soient enregistrés, afin que leur famille puisse déposer une demande d'aide.

30. Pour que les enfants et les familles vulnérables puissent bénéficier d'un ensemble intégré de services sociaux, l'UNICEF appuiera le Gouvernement dans le déploiement de la stratégie « Cash plus », en rattachant le dispositif d'allocations familiales à d'autres services sociaux, et en créant des interconnexions entre différents prestataires de services.

Politique sociale et droits de l'enfant

31. Cette réalisation prévoit que les filles et les garçons sud-africains auront les mêmes chances de réussir dans la vie, indépendamment de leur origine ethnique, de leur genre, de leur handicap, de leur statut de migrant et de leur niveau de revenu. Elle appuie le Plan national de développement 2030 en ce qu'il vise à garantir pour tous une croissance inclusive, des réalisations en matière de développement et un niveau de vie minimum. Le programme est axé sur la mesure de la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants et le ciblage de l'attribution des ressources en faveur des plus démunis ; le renforcement des capacités du Gouvernement à accroître les montants budgétaires affectés au secteur social ; et la consolidation des plateformes et des espaces destinés aux enfants et aux défenseurs de leurs droits, afin qu'ils puissent activement participer au processus d'élaboration des politiques.

32. L'UNICEF aidera le Gouvernement à mesurer précisément la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants, de manière à prendre en compte les multiples privations qu'ils subissent. Le Fonds mettra en évidence les goulots d'étranglement existant au niveau des finances publiques, nuisant à la qualité des dépenses réalisées par les ministères relevant du secteur social. L'UNICEF poursuivra ses actions de plaidoyer et son engagement public en soumettant chaque année des propositions relatives à la Déclaration de politique budgétaire à moyen terme. En effet, l'adoption par le Parlement de recommandations appuyées par le Fonds est un moyen direct et efficace d'influer sur la politique budgétaire. L'UNICEF collaborera avec le Gouvernement et la société civile afin que les enfants soient au cœur de l'élaboration des politiques en Afrique du Sud, en s'engageant régulièrement aux côtés de la Présidence sur les questions de politique sociale relatives à l'enfance. Les capacités d'institutions de contrôle telles que le Parlement, la Commission des droits de l'enfant

et la Commission des droits de l'homme seront encore renforcées, afin de garantir une redevabilité rigoureuse de l'ensemble des partenaires au regard de la réalisation des droits des enfants, tels qu'inscrits dans la Constitution et la législation.

33. Aux côtés de l'Organisation internationale du Travail et du Programme alimentaire mondial, l'UNICEF mettra l'accent sur la production de données probantes, afin de démontrer : a) l'accès élargi pour les enfants les plus pauvres et les plus marginalisés aux programmes de protection sociale et aux services sociaux ; et b) l'impact des programmes de protection sociale sur la réduction de la pauvreté et des inégalités chez les enfants. Cette mission couvrira tous les domaines, de l'initiative Cash plus au plaidoyer en faveur du financement public de l'assurance maladie nationale, en passant par d'autres programmes de protection sociale destinés aux enfants, exigeant une collaboration intersectorielle au sein de l'UNICEF et entre les entités des Nations Unies présentes en Afrique du Sud.

34. Les cinq domaines de réalisation seront renforcés par une composante relative à l'efficacité du programme, visant à créer entre eux une synergie. L'UNICEF assurera une solide coordination du programme, la communication externe et les partenariats, une planification et un suivi fondés sur les résultats, l'évaluation, ainsi que la production et l'utilisation de données probantes, tout en intensifiant l'innovation et le recours à la technologie au profit des enfants.

35. L'Afrique du Sud continuera de privilégier l'engagement du secteur privé en créant une fonction dédiée au partenariat avec les entreprises. Cette initiative permettra de mobiliser et de mettre à profit des ressources en faveur des enfants, et d'influer sur les politiques relatives à la durabilité du secteur, en vue d'accélérer la réalisation des droits de l'enfant. Au cours des cinq prochaines années, l'UNICEF optimisera le potentiel des dons individuels, notamment ceux effectués par des canaux à forte valeur ajoutée, en tant que source de financement fiable et durable pour le bureau de pays.

Tableau récapitulatif du budget

<i>Composante du programme</i>	<i>(En milliers de dollars des États-Unis)</i>		
	<i>Ressources ordinaires</i>	<i>Autres ressources</i>	<i>Total</i>
Santé et bien-être des enfants	0	8 227	8 227
Enseignement préscolaire, primaire et secondaire	0	18 676	18 676
Développement et participation des adolescents	0	4 462	4 462
Protection de l'enfance	2 446	5 008	7 454
Politique sociale et droits de l'enfant	1 956	1 217	3 173
Efficacité du programme	2 463	3 840	6 303
Total	6 865	41 430	48 295

Administration du programme et gestion des risques

36. Le présent descriptif de programme de pays constitue le principal outil de reddition de comptes au Conseil d'administration concernant les résultats et les ressources allouées au programme à l'échelle nationale. Le programme de pays sera mis en œuvre sous la direction du Ministère des relations internationales et de la coopération, en collaboration avec les ministères sectoriels, les institutions semi-publiques, les organisations de la société civile, le secteur privé et les instituts

universitaires et de recherche, dans le cadre de la contribution de l'équipe de pays des Nations Unies aux résultats communs du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable.

37. L'UNICEF recensera régulièrement les risques et les atténuera afin de réaliser les résultats prévus. Parmi les principaux risques susceptibles d'entraver l'obtention de ces résultats figurent notamment les phénomènes liés au changement climatique, les tensions sociales, le nombre croissant d'enfants en déplacement et les situations d'urgence sanitaire, telles que la pandémie de COVID-19, et leurs répercussions socioéconomiques. Pour y faire face, une programmation axée sur la résilience, des mécanismes d'alerte rapide, des mesures de préparation aux situations d'urgence, et une solide collaboration interorganisations et infrarégionale au titre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable sont indispensables.

38. L'UNICEF continuera à veiller à l'efficacité des systèmes de gouvernance et de gestion, en contrôlant notamment l'intendance des ressources financières et la gestion des ressources humaines. Le Fonds renforcera la gestion de l'approche harmonisée des transferts de fonds et assurera la conformité avec d'autres mécanismes de contrôle des risques. Le Fonds continuera à améliorer l'efficacité et l'efficacité de ses opérations, en tenant compte de l'ensemble des coûts. Enfin, il intensifiera ses efforts de collaboration avec d'autres organismes des Nations Unies, en adoptant la Stratégie relative aux modalités de fonctionnement afin de bénéficier de mesures supplémentaires de réduction des coûts.

Suivi et évaluation

39. Les progrès réalisés vers les résultats prévus seront suivis à l'aide du cadre de résultats et d'allocations des ressources. Le Plan intégré de suivi et d'évaluation orientera la production de données probantes afin d'éclairer la programmation. Une révision régulière du programme de l'UNICEF et du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, ainsi que des visites sur le terrain et des visites de suivi effectuées conjointement avec les partenaires, permettront d'évaluer les progrès en fonction des résultats, de procéder à des ajustements en temps opportun et d'éclairer la reddition de comptes aux populations touchées.

40. L'UNICEF collaborera avec l'Institut national de la statistique sud-africain et d'autres entités des Nations Unies, afin de suivre les avancées vers les priorités nationales et internationales, notamment les objectifs de développement durable, et de repérer les inégalités. Le Fonds soutiendra les capacités nationales de collecte de données relatives à la situation des enfants, ventilées par âge et par genre. Il continuera de tirer parti de la popularité croissante d'U-Report en Afrique du Sud pour promouvoir la redevabilité sociale et le suivi de la mise en œuvre des politiques par l'utilisateur final. Les capacités nationales en matière d'évaluation seront renforcées afin d'ancrer plus profondément cette pratique dans la culture du pays.

Annexe

Cadre de résultats et d'allocations des ressources

Programme de coopération entre le Gouvernement de l'Afrique du Sud et l'UNICEF, juillet 2020-juin 2025

<p>Convention relative aux droits de l'enfant : tous les articles.</p> <p>Priorités nationales : conformes au Plan national de développement 2030</p> <p>Objectifs de développement durable : 1 à 6, 9 à 11, 16 et 17</p>
<p>Réalisations énoncées dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable faisant intervenir l'UNICEF :</p> <ul style="list-style-type: none"> – D'ici à 2025, tous les individus, en particulier ceux issus des groupes vulnérables, bénéficieront de conditions de santé et de bien-être améliorées. – D'ici à 2025, tous les enfants et les jeunes auront un accès équitable à une éducation de qualité, essentielle pour l'évolution de la société. – D'ici à 2025, tous les individus, notamment les filles et les personnes issues des groupes marginalisés, jouiront d'une plus grande cohésion sociale, d'une vie exempte de toute violence et discrimination et d'un accès à la justice et aux droits humains. – D'ici à 2025, un accès équitable aux ressources, à la protection sociale et au travail décent réduira les inégalités sociales et économiques, touchant notamment les femmes et les jeunes. – D'ici à 2025, les communautés vulnérables et marginalisées seront plus résilientes face aux effets néfastes du changement climatique.
<p>Groupes d'objectifs associés au Plan stratégique de l'UNICEF pour 2018-2021 : 1 à 5</p> <p>Priorités régionales de l'UNICEF : 1 à 5</p>

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis)		
					RO	AR	Total
<p>Santé et bien-être des enfants</p> <p>Les garçons et les filles, notamment les plus démunis, bénéficient d'un</p>	<p>1. Pourcentage des enfants âgés de 0 à 14 ans et des adolescents des deux sexes âgés de 10 à 19 ans vivant avec le</p>	<p>Thembisa/Spectrum; Système d'information sanitaire (SIS) de district</p>	<p>Produit 1 : Le Gouvernement national dispose de capacités renforcées pour élaborer, financer, mettre en œuvre et suivre des politiques et des plans assurant aux enfants des</p>	<p>Ministère de la santé</p> <p>Équipe de pays des Nations Unies</p>	–	8 227	8 227

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
ensemble intégré de soins et de services équitables et de qualité en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de prise en charge du VIH/sida et de nutrition.	VIH qui reçoivent un traitement antirétroviral NR : 58 % (0 à 14 ans) NC : 90 % (0 à 14 ans)		soins et des services équitables en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de prise en charge du VIH/sida et de nutrition. Produit 2 : Dans 14 districts ciblés à forte charge de morbidité, les institutions et les systèmes infranationaux disposent de capacités renforcées pour fournir aux enfants, de manière coordonnée, des soins et des services fondés sur des données probantes en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de prise en charge du VIH/sida et de nutrition.				
	2. Pourcentage d'enfants totalement immunisés conformément au calendrier vaccinal NR : 83,1 % NC : 90 %	Estimation UNICEF/OMS, enquête démographique et de santé (EDS), système d'information sanitaire de district					
	3. Pourcentage de nourrissons âgés de 0 à 5 mois nourris exclusivement au sein. NR : 32 % NC : 60 %	EDS	Produit 3 : Dans 14 districts à forte charge de morbidité, les familles et les communautés sont dotées des moyens et des capacités de fournir et de demander des soins et des services de base pour les enfants en matière de santé maternelle, néonatale et infantile, de prise en charge du VIH/sida et de nutrition.				
Enseignement préscolaire, primaire et secondaire Les filles et les garçons, en particulier les plus vulnérables, bénéficient de services d'apprentissage et de développement inclusifs,	1. Pourcentage d'enfants âgés de 0 à 4 ans ayant bénéficié d'une stimulation précoce et de soins attentifs de la part de leurs parents ou des personnes s'occupant d'eux	Enquête générale sur les ménages	Produit 1 : Les institutions et les systèmes nationaux et infranationaux disposent de capacités renforcées pour planifier, mettre en œuvre et suivre des programmes, des politiques et des stratégies de qualité relatifs à l'apprentissage préscolaire	Ministère de l'éducation de base Ministère de l'enseignement supérieur et de la formation	–	18 676	18 676

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis)</i>		
					<i>Ressources ordinaires (RO)</i>	<i>Autres ressources (AR)</i>	<i>Total</i>
de qualité et tenant compte de la dimension de genre, tant dans l'environnement familial que scolaire.	NR : Parents racontant régulièrement des histoires à leurs enfants : 35,5 % Parents lisant régulièrement des livres avec leurs enfants : 27 % Parents nommant régulièrement diverses choses en présence de leurs enfants : 47,3 % NC : Parents racontant régulièrement des histoires à leurs enfants : 75 % Parents lisant régulièrement des livres avec leurs enfants : 45 % Parents nommant régulièrement diverses choses en présence de leurs enfants : 75 %		chez les enfants de moins de 6 ans. Produit 2 : Les systèmes éducatifs nationaux et infranationaux disposent de capacités accrues pour fournir une éducation de base inclusive, équitable et de qualité aux élèves des niveaux préprimaire, primaire et secondaire. Produit 3 : Le système éducatif dispose de capacités accrues pour fournir un enseignement adapté dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques, prêter une attention particulière aux filles et assurer la promotion de la robotique.	Banque mondiale Équipe de pays des Nations Unies			
	2. Pourcentage d'enfants âgés de 36 à 59 mois qui suivent un programme d'éducation préscolaire (taux d'assiduité) NR : 38,4 % NC : 70 %	Enquête générale sur les ménages					
	3. Amélioration des résultats d'apprentissage	Rapport TIMSS (étude internationale sur les niveaux de					

Réalizations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
	NR : Mathématiques : 372 Sciences : 358 Lecture : 320 NC : Mathématiques : 409 Sciences : 393 Lecture : 352	connaissances des élèves en mathématiques et en sciences), rapport PIRLS (étude internationale sur les performances des élèves en compréhension de l'écrit)					
	4. Pourcentage de filles passant l'examen de mathématiques et de sciences au baccalauréat (<i>National Senior Certificate</i>), qui obtiennent une note supérieure ou égale à la moyenne dans ces matières NR : Mathématiques : 18 % Sciences : 27 % NC : Mathématiques : 43 % Sciences : 52 %	Système d'information sur la gestion de l'éducation					
Développement et participation des adolescents Les adolescents des deux sexes bénéficient de programmes et de possibilités élargis leur permettant de vivre sainement, de mettre en	1. Adolescents âgés de 15 à 19 ans ayant des connaissances globales sur le VIH et le sida (données ventilées par sexe) NR : 23 % de garçons 25 % de filles	Rapport du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida	Produit 1 : Au niveau des districts, les équipes sanitaires, les écoles et les plateformes communautaires disposent de capacités accrues pour mener des interventions de qualité en matière de santé, de prise en charge du VIH et de nutrition en faveur des adolescents des deux sexes et	Ministère de l'éducation de base Ministère de l'enseignement supérieur et de la formation Ministère de la	—	4 462	4 462

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis)</i> <i>Ressources ordinaires (RO)</i> <i>Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
pratique des compétences et des connaissances essentielles dans la vie courante, et de contribuer à façonner leur environnement.	NC : 50 % de garçons 50 % de filles		pour encourager l'adoption par ces derniers de comportements et de modes de vie sains.	santé Ministère du développement social Équipe de pays des Nations Unies			
	2. Pourcentage de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation NR : 31,2 % NC : 21,2 %	Rapport du Ministère de l'enseignement supérieur et de la formation	Produit 2 : Les adolescents des deux sexes sont dotés de connaissances et de compétences essentielles dans la vie courante, pour réussir leur passage à l'âge adulte.				
	3. Pourcentage d'élèves (âgés de 13 à 17 ans) victimes d'intimidation, de châtiments corporels, de harcèlement, de violence, de discrimination fondée sur le genre et de maltraitance. NR : Intimidation : 19,7 % ; Châtiments corporels : 7,6 % ; Violence physique : 19,2 % NC : Intimidation : 14,7 % Châtiments corporels : 2,6 % Violence physique : 14,2 %	Rapport TIMSS	Produit 3 : De même que les communautés, les systèmes de protection sociale, de justice sociale et d'éducation disposent de capacités renforcées pour fournir des services de soins, d'assistance et de protection aux adolescents des deux sexes. Produit 4 : Les adolescents sont dotés de moyens et de capacités leur permettant de participer et de s'engager civiquement dans un environnement globalement favorable.				
	4. Nombre d'adolescents des deux sexes menant des initiatives d'engagement civique ou y participant par le	Rapport du Ministère des femmes, de la jeunesse et des personnes en					

Réalisations de l'UNICEF	Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)	Moyens de vérification	Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays	Principaux partenaires ou cadres de partenariat	Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis) Ressources ordinaires (RO) Autres ressources (AR)		
					RO	AR	Total
	biais de programmes soutenus par l'UNICEF NR : 0 NC : 100 000	situation de handicap					
Protection de l'enfance Les filles et les garçons, en particulier les plus marginalisés, bénéficient de services multisectoriels de prévention et d'intervention, ainsi que de soins et d'une assistance sociale à domicile, dans les établissements scolaires et au sein des communautés.	1. Nombre de filles et de garçons victimes de violence ayant bénéficié de services relatifs à la santé, à la protection sociale ou à la justice/l'application de la loi NR : 1 400 000 NC : 2 000 000	Rapport du Ministère du développement social	Produit 1 : Le Gouvernement, la société civile et les communautés sont mobilisés contre la maltraitance, la négligence et la violence à l'égard des enfants. Produit 2 : Le Gouvernement et la société civile disposent de capacités renforcées pour fournir des services de prévention et d'intervention rapide à tous les enfants vulnérables, notamment ceux porteurs d'un handicap, en déplacement ou se trouvant dans une situation d'urgence.	Présidence Parlement Ministère du développement social Ministère de la justice Ministère de l'intérieur Police sud-africaine Équipe de pays des Nations Unies	2 446	5 008	7 454
	2. Nombre de mères, de pères et de personnes s'occupant d'enfants sensibilisés par des programmes d'éducation parentale NR : 8 000 NC : 64 000	Rapport du Ministère du développement social	Produit 3 : Le Gouvernement dispose de capacités renforcées pour fournir des services intégrés et multisectoriels de protection de l'enfance, grâce à l'établissement de liens entre les transferts de fonds et le recensement et l'orientation précoces des enfants vulnérables vers les services multisectoriels de prévention et d'intervention.				
	3. Nombre de ménages bénéficiant de programmes de transferts de fonds NR : 7 385 000 NC : 8 685 000	Enquête générale sur les ménages					
Politique sociale et droits de l'enfant	1. Nombre et pourcentage d'enfants vivant dans la pauvreté, selon les	Enquête sur les conditions de vie	Produit 1 : Les ministères sectoriels du Gouvernement disposent de capacités accrues pour produire et utiliser les	Présidence Parlement	1 956	1 217	3 173

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis)</i> <i>Ressources ordinaires (RO)</i> <i>Autres ressources (AR)</i>		
					<i>RO</i>	<i>AR</i>	<i>Total</i>
Les filles et les garçons sud-africains ont les mêmes chances de réussir dans la vie, indépendamment de leur origine ethnique, de leur genre, de leur handicap, de leur statut de migrant et de leur niveau de revenu.	critères nationaux de pauvreté monétaire NR : 10 030 000 enfants, 51 % NC : 9 100 000 enfants, 45 %		résultats de l'évaluation régulière de la pauvreté multidimensionnelle chez les enfants, en vue de cibler l'affectation des ressources aux zones où il est indispensable de réduire, voire d'éliminer, le manque d'accès aux services essentiels pour les enfants en ayant le plus besoin.	Institut national de la statistique sud-africain			
	2. Pourcentage des dépenses publiques consacrées à la santé, à l'éducation et/ou à la protection sociale, bénéficiant aux enfants vivant dans les régions les plus pauvres et/ou appartenant au quintile le plus pauvre NR : 46,2 % NC : 50 %	Estimations annuelles des dépenses nationales et estimations des recettes et des dépenses provinciales	Produit 2 : Le Gouvernement dispose de capacités renforcées pour augmenter les montants budgétaires affectés au secteur social, et pour utiliser des données probantes afin de lutter contre les goulots d'étranglement existant au niveau des finances publiques ; et d'évaluer rigoureusement les programmes, en vue de consolider le rapport entre les dépenses effectuées et les réalisations de qualité s'agissant de l'éducation, de la santé et d'autres services de base pour les enfants.				
	3. Nombre d'enfants couverts par des systèmes de protection sociale NR : 12 700 000 NC : 13 500 000	Rapport de l'Agence sud-africaine de la sécurité sociale					
	4. Niveau d'établissement d'un mécanisme national permanent de coordination des droits de l'enfant NR : Aucun NC : Opérationnel	Procès-verbaux des réunions du mécanisme national de coordination des droits de l'enfant	Produit 3 : Le Gouvernement et les partenaires font preuve d'un engagement accru en faveur des droits de l'enfant et fournissent à ces derniers, ainsi qu'aux défenseurs de leurs droits, des plateformes et des espaces renforcés pour qu'ils puissent participer activement au processus d'élaboration des politiques.				

<i>Réalisations de l'UNICEF</i>	<i>Principaux indicateurs de progrès, niveaux de référence (NR) et niveaux cibles (NC)</i>	<i>Moyens de vérification</i>	<i>Produits indicatifs énoncés dans le programme de pays</i>	<i>Principaux partenaires ou cadres de partenariat</i>	<i>Montant indicatif des ressources, par réalisation énoncée dans le programme de pays (en milliers de dollars des États-Unis)</i>		
					<i>Ressources ordinaires (RO)</i>	<i>Autres ressources (AR)</i>	<i>Total</i>
Efficacité du programme Les programmes de l'UNICEF sont coordonnés et gérés avec efficacité, exécutés avec une synergie et une innovation intersectorielles, largement reconnus et dotés d'un financement suffisant.	1. Pourcentage de réalisation des cibles définies en début d'année pour les principaux indicateurs annuels relatifs à la gestion et aux priorités du programme NR : 70 % NC : 100 %	Rapport d'examen annuel	Produit 1 : Coordination du programme Produit 2 : Partenariats publics et communications Produit 3 : Partenariats privés et collectes de fonds Produit 4 : Planification, suivi et établissement de rapports Produit 5 : Évaluation	Équipe de pays des Nations Unies Médias Partenaires du secteur privé Institut national de la statistique sud-africain Association sud-africaine de suivi et d'évaluation	2 463	3 840	6 303
	2. Taux de notoriété de l'UNICEF en Afrique du Sud NR : 56 % NC : 80 %	Baromètre mondial	Produit 6 : Innovation Produit 7 : Appui opérationnel à l'exécution du programme				
	3. Pourcentage du plafond des autres ressources financé NR : 80 % NC : 85 %	InSight					
Total des ressources					6 865	41 430	48 295